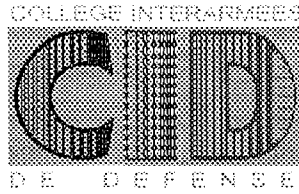


1996 410

1997 - 1998

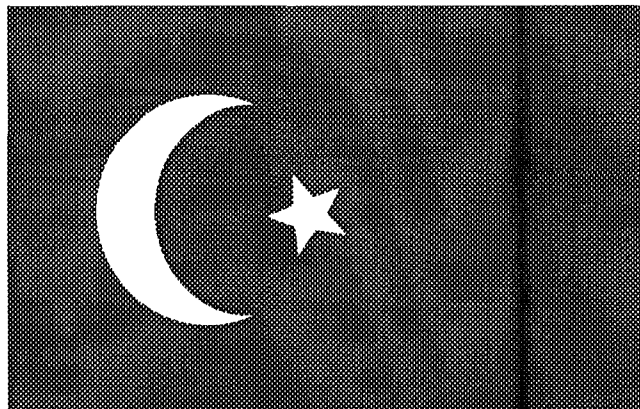
REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA



Mémoire de géopolitique

LA TURQUIE. REALITES ET PERSPECTIVES.



1998-410

CEN MENDEZ
DIVISION C
GROUPE C2

SOMMAIRE.

INTRODUCTION.

1) COMPRENDRE LA TURQUIE D'AUJOURD'HUI.

- 11. Aperçu historique.
- 12. Les problèmes politiques.

2) UN PAYS TIRAILLE ENTRE ORIENT ET OCCIDENT.

- 21. La Turquie est asiatique, orientale et musulmane.
- 22. L'ambition européenne turque.

3) LE ROLE GEOPOLITIQUE DE LA TURQUIE.

- 31. Une vocation de puissance régionale.
- 32. Une fragilité que pourrait compenser l'adhésion à l'Union.

CONCLUSION.

ANNEXES.

BIBLIOGRAPHIE.

La Turquie est aujourd'hui à la croisée des chemins. C'est un pays de paradoxes, au destin original, laïc et musulman, oriental et européen. Elle hésite entre Orient et Occident, entre sa culture, ses racines, son identité musulmane et son ambition occidentale. Elle est aujourd'hui confrontée à d'importants problèmes comme la montée de l'islamisme ou la question kurde qui entravent très sérieusement son action diplomatique, dont l'objectif principal est de pouvoir adhérer à l'Union européenne.

La Turquie est un pays clé, situé à la jonction de l'Europe et de l'Asie. Contrefort et prolongement de l'Europe, elle occupe une position géostratégique de premier plan. Au cours de la seule année 1991, elle a assisté au bouleversement de son environnement géopolitique avec la crise du Golfe, l'éclatement de la Yougoslavie et l'effondrement de l'Union soviétique. Elle s'est ainsi vue obligée d'abandonner sa vieille politique de conservation des acquis de la guerre d'indépendance et de glacis protecteur face à l'Union soviétique, pour une quête de nouvelles aires d'influence dans la région. La Turquie est ainsi sommée par les événements de devenir une puissance régionale.

Elle peut donc devenir une pièce maîtresse de la sécurité dans les Balkans, au Moyen-Orient et en Asie centrale. Il faudra cependant que l'Occident, en fait l'Europe, se décide à la considérer autrement que comme un supplétif, certes fort utile pendant la guerre froide, mais peu fréquentable dès lors qu'il s'agit d'intégrer l'Union européenne. En effet, la Turquie, un pied en Asie, l'autre en Europe, s'impatiente de plus en plus du grand écart qu'on lui demande et développe une profonde réflexion identitaire.

Il est donc de l'intérêt de l'Europe de désamorcer la bombe à retardement que constituent à la fois l'explosion démographique, qui profite actuellement aux islamistes, et les multiples possibilités de conflit qui continuent d'exister de façon endémique dans la région. Dans le cas contraire, l'Europe va contribuer à créer un pays islamiste qui lui sera hostile. Elle risque de payer cette erreur d'une déstabilisation de son flanc sud et sud-est et d'une immense insécurité qui lui coûtera plus cher que l'intégration de la Turquie en son sein.

Avant d'analyser l'importance du rôle géostratégique que la Turquie pourrait être amenée à jouer dans un avenir proche, il a semblé préférable, pour bien la comprendre, de faire connaissance avec ce pays au travers de son passé prestigieux et des graves problèmes qu'il connaît actuellement, puis de tenter d'appréhender sa réalité à la fois européenne et orientale.

1) COMPRENDRE LA TURQUIE D'AUJOURD'HUI.

Il est indispensable, pour comprendre la réalité turque, de bien connaître ce que fut ce pays au passé prestigieux. Par ailleurs, une étude de la Turquie ne peut ignorer les problèmes majeurs auxquels elle est aujourd'hui confrontée et dont la résolution conditionnera son avenir ainsi que la stabilité et la paix dans la région.

11. Aperçu historique.

Au moment de sa plus grande force, l'Empire ottoman, outre les frontières actuelles de la Turquie, occupait la totalité des Balkans, une partie de l'Europe centrale jusqu'à la plaine hongroise, le pourtour de la mer Noire, le Caucase, et contrôlait la quasi totalité du monde arabe. Par ailleurs, il s'était assuré le contrôle de la Mésopotamie et débouchait sur le Golfe persique. Enfin, il contrôlait les rives de la Mer Rouge jusqu'à l'actuel Soudan ainsi que la province du Hedjaz, qui correspondent à la façade maritime de l'Arabie saoudite d'aujourd'hui.

A son apogée, cet espace géopolitique va être victime de son « obésité territoriale » et de la montée en puissance de nouveaux voisins (annexe 1). Son pire ennemi, le nouvel empire russe, va l'évincer de la Mer Noire, des Balkans et du Caucase, profitant de l'affrontement turco-persan dans cette région. Les impérialismes occidentaux (France, Angleterre et Italie) vont également priver les Turcs de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Égypte, de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine.

La première guerre mondiale va marquer un tournant important dans l'histoire de la Turquie. En 1920, dépecée par le traité de Sèvres et réduite au quadrilatère anatolien, elle est contrainte de reprendre la guerre. Les forces nationalistes de Mustapha Kemal imposent leur vision géopolitique aux courants ottomanistes et pan-turcs. Elle peut se résumer ainsi : « la Turquie, toute la Turquie, rien que la Turquie ». Ce nouveau conflit n'est pas un conflit ordinaire, il s'agit d'une guerre d'indépendance. Celle-ci débouche sur une nouvelle frontière (annexe 2), entérinée en 1923 par le traité de Lausanne, et beaucoup plus avantageuse que le désastreux traité de Sèvres.

Pour Mustapha Kémal, élu président de la république le 29 octobre 1923, jour de l'instauration du régime républicain, il s'agit de faire d'un Etat arriéré un pays moderne. Il va s'y employer d'une manière forte, voire brutale. A l'intérieur, il muselle l'opposition et prend le pouvoir, crée un parti unique, le Parti Républicain du Peuple, et instaure une dictature de fait. Le califat est aboli, les établissements d'enseignement religieux et les tribunaux musulmans supprimés. L'Islam est aboli en tant que religion d'Etat en 1928.

En politique extérieure, la politique turque est résolument pacifiste et régularise sa situation avec ses voisins ainsi qu'avec les grandes puissances en une série de traités et accords. Ainsi en 1936, la convention de Montreux rend à la Turquie le contrôle intégral des Détroits.

A l'approche de la deuxième guerre mondiale, la Turquie est décidée à rester en dehors d'un conflit où elle n'a rien à gagner. Aussi signe-t-elle avec la France, l'Angleterre, la Russie et l'Allemagne différents pactes destinés à marquer sa neutralité. Elle ne déclare la guerre au Japon qu'en 1944 et à l'Allemagne qu'en février 1945, sans prendre part effectivement au conflit.

Dès lors, la Turquie figure au rang des vainqueurs et sous la pression des revendications territoriales de l'URSS, inaugure une politique de collaboration avec les puissances atlantiques. Elle est admise à participer au Pacte Atlantique en 1951. Elle devient un maillon extrêmement important du système de défense anti-soviétique, verrouille la Mer noire et permet la jonction entre les dispositifs européen et asiatique d'encerclement de l'Union Soviétique.

A l'intérieur, une politique de libéralisme économique est lancée. Le succès aux élections de 1946 du tout jeune Parti Démocrate, créé en décembre 1945, sur le Parti Républicain du Peuple, est une étape clé dans l'histoire de la République turque. Elle est devenue, en trente ans, par l'intermédiaire d'une dictature destinée à sortir le pays de sa léthargie, une démocratie véritable où l'opinion publique joue un rôle de plus en plus grand, même si cette démocratie est encore éminemment perfectible.

12. Les problèmes politiques.

Depuis de nombreuses années, en Turquie, se déroule un phénomène aussi considérable que silencieux : l'explosion démographique. Le rythme atteint presque un doublement de la population en un quart de siècle. Ainsi, depuis 1975 sa population est-elle passée de 40 millions d'habitants à presque 62 millions. De plus, cette explosion concerne les populations urbaines les plus démunies et culturellement les plus déshéritées : en un mot les plus sensibles à la propagande islamiste. Si l'on n'y prend pas garde, les conditions d'une situation pré-révolutionnaire sont en train de se réunir.

Avec la poursuite de la privatisation de l'économie, entamée en 1962, ainsi que l'augmentation constante de la production industrielle et des investissements étrangers, la situation économique de la Turquie s'améliore. Au cours de la décennie précédente son dynamisme a été impressionnant avec une croissance moyenne de 5%. Toutefois un certain nombre de faiblesses ne manquent pas d'inquiéter : l'inflation (70% en 1993), le déficit des finances publiques (16% du PNB en 1993), ou la dette extérieure, une des plus fortes du monde (75 milliards de dollars). Par ailleurs, le coût du conflit kurde, estimé à 4 millions de dollars par jour, continue de grever lourdement son budget.

Sur le plan intérieur, la Turquie est également confrontée à la montée de l'islamisme. Ce phénomène trouve ses origines dans un mécontentement grandissant dû à une mauvaise situation économique et à une grave crise des valeurs. Depuis mars 1994, les islamistes détiennent les mairies des plus grandes villes du pays (Ankara, Istanbul...). Ils sont devenus la première force politique du pays lorsque le parti islamiste, le Refah Partisi (parti de la prospérité), a obtenu 33,5% aux élections partielles de 1996. A cette occasion, monsieur Erbakan (Refah)

obtenait la confiance du parlement et, pour la première fois de son histoire, la république de Turquie était dirigée par un pouvoir à tendance religieuse.

En réalité, la vie politique est restée suspendue aux décisions du Conseil national de sécurité (MGK), organe par lequel l'armée exerce un contrôle permanent sur l'Etat et continue à imposer des mesures, notamment dans le domaine éducatif, visant à maintenir la laïcité héritée de la révolution kémaliste. Aussi, après que la Cour suprême ait lancé une procédure visant à l'interdiction du Refah en raison de ses manquements au principe de la laïcité, monsieur Erbakan a démissionné en juin 1997. Le danger islamiste est donc momentanément écarté mais il reste bien réel, dans une société qui traverse une véritable crise identitaire et où la revendication pour un retour à des valeurs musulmanes n'a cessé de gagner du terrain.

La société turque supporte de plus en plus mal la violence au quotidien, la violation des droits de l'homme et la permanence de la censure, qui font de la Turquie une démocratie d'un genre un peu particulier. Ces deux dernières années ont été marquées par de multiples sanctions à l'égard des médias. De 1991 à 1995, les violences politiques ont fait 4000 victimes, sans compter les victimes de la guerre au Kurdistan. Tout ceci a profondément ébranlé la population et entrave l'action de la Turquie sur la scène internationale.

La Turquie est également confrontée au problème kurde. Celui-ci est récurrent et, outre les problèmes économiques déjà évoqués, a provoqué plus de 20 000 morts depuis une quinzaine d'années. Ce conflit a engendré une émigration massive qui a aggravé les disparités régionales et fait doubler ou tripler la population des villes de l'est. Cette question kurde reste le principal problème de la Turquie, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. En effet, les offensives de l'armée turque contre les camps du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), situés au nord de l'Irak, sont devenues monnaie courante depuis que Bagdad a perdu le contrôle de cette région peuplée de Kurdes.

En plus de ces questions intérieures dont les répercussions internationales sont importantes, la Turquie s'oppose à la Grèce dans un face-à-face militaire qui dure depuis plus de vingt ans. Le contentieux traditionnel gréco-turc en mer Egée, qui s'est intensifié depuis 1974 avec l'invasion de Chypre, connaît un regain de tension depuis les trois ou quatre dernières années. En effet, les désaccords sont nombreux, qu'il s'agisse du problème de la délimitation des eaux territoriales qui, en application de la convention sur le droit de la mer de novembre 1994, ferait de la mer Egée un « lac grec », de la délimitation du plateau continental mettant en jeu des intérêts économiques importants, de la délimitation de l'espace aérien ou de la démilitarisation de certaines îles de la mer Egée, remise en cause par la Grèce.

Une telle confrontation conduit à la surenchère et ouvre la voie à tous les dérapages sur l'ensemble des « fronts » gréco-turcs comme à Chypre (avril 1996) et en mer Egée, où le conflit autour de l'îlot d'Imia (janvier 1996) a failli entraîner les deux pays dans un conflit armé, comme ce fut le cas en 1987. Ces dissensions ont également contribué à nuire à la cohésion au sein de l'Union européenne et ont entraîné les deux pays dans une véritable course aux armements qui modifie l'équilibre militaire de la région.

La Turquie a des difficultés pour résoudre les nombreux problèmes auxquels elle est confrontée et souffre de ne pas être reconnue comme un membre de l'Europe à part entière. Les efforts qu'elle a consenti depuis 70 ans pour faire sienne la modernité occidentale provoquent une grave crise d'identité au sein de sa population. Aussi se pose-telle de sérieuses questions sur son appartenance réelle, ce qui ne va pas sans ajouter à sa fragilité actuelle.

2) UN PAYS TIRAILLE ENTRE ORIENT ET OCCIDENT.

La Turquie est à la fois orientale, asiatique, musulmane et européenne. Cependant certains hommes politiques européens, essentiellement les chrétiens démocrates, rejettent avec virulence sa possible appartenance à l'Europe. Les islamistes turcs, quant à eux, refusent en bloc les idées et les concepts importés d'Europe. Ce phénomène met chaque jour un peu plus à mal le consensus kémaliste et porte en lui des risques de conflit et d'éclatement.

Le gouvernement turc, ainsi que les élites politiques, économiques, intellectuelles et militaires, cherchent obstinément à obtenir l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne car ils voient dans celle-ci la solution à leurs nombreuses difficultés. Il importe donc que l'Europe réponde rapidement à cette attente, car le risque de voir ce pays se détacher de l'Occident est maintenant réel. Il y va de la sécurité du continent européen.

21. La Turquie est asiatique, orientale et musulmane.

Par sa géographie, son histoire et sa culture, la Turquie appartient tout à la fois à l'Asie, à l'Orient et au monde musulman. Cette appartenance est revendiquée par des mouvements politiques s'inspirant de l'Islam qui réclament une plus grande place pour l'identité et les valeurs musulmanes.

Il suffit effectivement de consulter une carte (annexe 2) pour s'apercevoir que la quasi-totalité du territoire turc se situe en Asie. Même à son apogée, la majeure partie du territoire de l'empire Ottoman, malgré ses possessions dans les Balkans, se trouvait en Asie et en Afrique du nord.

La population turque, quant à elle, trouve ses origines en Asie avec les tribus Seldjoukides qui, refoulées par les invasions mongoles, se sont réfugiées en Anatolie au 13^e siècle. Lorsque Mehmet II prend Constantinople en 1453, l'islamisation de l'Anatolie, commencée au cours des 12^e et 13^e siècles, est terminée.

La culture turque est fortement marquée par l'Orient et l'Islam. Si la Turquie n'est pas de culture européenne, cela tient surtout dans son rapport à la religion ou au profane. En Europe, la laïcité s'est d'abord imposée comme une valeur intellectuelle et morale avant d'être codifiée comme loi et appliquée par l'Etat. En Turquie, l'Etat et la loi l'ont imposée par le haut.

Les figures de proue de la nouvelle intelligentsia islamiste turque comme Abdurrahman Dillipak, Ali Bulaç, ou Fehmi Kourou, membres ou proches du Refah partisi, ont pris leur distance vis à vis de l'Occident et refusent désormais de renoncer à leurs différences. Pour eux, la Turquie n'est en rien européenne et le kémalisme, dont les idées et concepts ont été importés d'Europe, est remis en cause.

La conception de la modernité qui impose un moule est rejetée, car elle conduit à l'abandon des valeurs traditionnelles. Les islamistes refusent la sécularisation et ce monde qui n'est pas le leur. Ils veulent conserver le souvenir de leur propre histoire, dont ils ont besoin pour se définir dans le nouveau décor scientifique et technologique du siècle.

De même, ils réfutent toute idée de nation, s'éloignant par là-même du schéma occidental de l'Europe des nations. Ce concept n'appartient pas à la mentalité islamique. Il est très difficile pour un musulman de l'accepter. En l'adoptant, les islamistes considèrent qu'ils ont perdu leur civilisation, car l'Islam n'a pas de problème avec la diversité des identités ethniques, culturelles ou nationales. L'empire ottoman n'était pas un Etat national et les Turcs y étaient même minoritaires.

Les islamistes ne sont cependant pas les seuls à considérer que la Turquie est avant tout orientale, asiatique et musulmane. En Europe même, nombreux sont ceux qui le pensent. Aux yeux de nombreux hommes politiques, la Turquie n'est pas européenne et n'a pas vocation à le devenir. En effet, elle n'est pas encore suffisamment ancrée dans la démocratie et les valeurs de l'Etat de droit. Par ailleurs, de hauts responsables, allemands en particulier, jugent que la Turquie ne peut pas faire partie de l'Union européenne car elle est à 99% musulmane, même si l'Europe s'est construite indépendamment des religions et si la laïcité est un des postulats de l'Etat de droit.

Aussi, ne pouvant laisser de côté un Etat qui est quand même un membre important de l'Alliance atlantique, l'Europe a imaginé une solution originale. Il s'agit du traité d'union douanière, entré en vigueur en 1996 et qui met en place un véritable système de libre échange entre la Turquie et les Quinze. Si ce traité représente, pour la Turquie, l'étape ultime avant son adhésion à l'Union européenne, il n'en est rien en ce qui concerne les opposants européens à cette adhésion. Pour ceux-ci, le traité n'a fait qu'organiser des relations commerciales et n'a pas vocation à intégrer la Turquie dans une communauté de destin qui n'est pas la sienne.

Il apparaît donc clairement que pour une partie de l'Europe, la Turquie n'est pas européenne. Bien qu'elle se soit engagée sur la voie de la démocratie et de la laïcité et que ses performances économiques aillent en s'améliorant, il est indéniable que le fait d'être un pays musulman, où l'intégrisme gagne chaque jour du terrain, lui est préjudiciable dans la perspective de son intégration à l'Europe.

Malgré tout, il existe une véritable ambition européenne de la Turquie et, bien que celle-ci soit remise en cause pour les nombreuses raisons évoquées ci-dessus, les tenants d'une Turquie ancrée à l'Occident ne manquent pas d'arguments.

22. L'ambition européenne turque.

Il y a des raisons bien réelles, de considérer la Turquie comme un Etat européen et qui rendent aujourd'hui légitime son ambition européenne, même si celle-ci, en dépit des transformations radicales qu'elle a subies depuis plus de 70 ans, est aujourd'hui contrariée par son histoire, sa culture ou sa religion.

En effet, depuis la fondation de la République, la Turquie a poursuivi avec détermination sa vocation occidentale. Elle a adopté les valeurs universelles représentées par l'Europe, comme la démocratie participative, le pluralisme, les droits de l'homme ou la laïcité, et a fourni l'exemple unique et réussi de la possibilité de faire vivre ces valeurs dans une société musulmane.

La Turquie a également pris sa place au sein des principales organisations occidentales. Elle a été l'un des fondateurs du Conseil de l'Europe et a rejoint l'OTAN au début des années cinquante. Elle a manifesté, dès le début, et même avant certains Etats-membres actuels, un grand intérêt au processus d'intégration économique en Europe. Elle a conclu, dès 1963, l'Accord d'association d'Ankara qui est la base juridique des relations actuelles de la Turquie avec ce qui est devenu l'Union européenne, puis, en 1995, le traité d'union douanière. A ce titre, l'adhésion à l'Union européenne semble donc bien être, pour les turcs, l'aboutissement naturel d'un processus entamé il y a maintenant plus de trente ans et allant dans le sens de la modernité.

Les arguments qui visent à exclure la Turquie de l'Europe pour son appartenance à une culture différente sont par ailleurs rejetés par les tenants d'une Turquie européenne. Ceux-ci défendent la candidature de la Turquie au nom de cette différence, capable d'enrichir la diversité culturelle sur laquelle l'Europe s'est construite. En effet, dans les valeurs représentées par l'Europe, il n'y a pas de place pour une discrimination fondée sur la religion.

La situation géographique de la Turquie lui a permis, tout au long de l'histoire, d'être un pont et un point de rencontre entre l'Occident et l'Orient. Son adhésion à l'Union européenne apportera une précieuse contribution à la stabilité et à la paix en Europe. Elle permettra de diffuser les valeurs européennes dans la région, mais sera également la preuve que l'Islam et la modernité peuvent être compatibles. De plus, elle empêchera le développement du différent islamo-chrétien qui semble, pour certains, destiné à se substituer au conflit Est-Ouest après l'effondrement du bloc de l'Est. En d'autres termes, cette adhésion est un projet de paix pour l'Europe.

En dépit de ses difficultés économiques, la Turquie a également apporté la preuve de sa viabilité dans ce domaine. L'économie turque a prouvé qu'elle pouvait résister à la concurrence provenant des membres de l'Union. Son taux de croissance a ainsi été de 7,8% en 1996. A court terme, son adhésion ne pourra plus être empêchée par des arguments d'ordre économique, même si ce secteur devra encore rester sous surveillance.

Il s'agit maintenant de cesser de percevoir la Turquie comme une sorte de gendarme et comme un grand marché en développement dans une région géopolitiquement importante. L'Europe a une responsabilité vis-à-vis de ce pays où la démocratie, même imparfaite, est bien réelle, où l'alternance politique fonctionne

et où la laïcité existe. L'adhésion de la Turquie doit être soumise à des conditions claires. Celles-ci ne sont pas d'ordre économique car, sinon, le Portugal ou la Grèce n'auraient jamais pu faire partie de la CEE. Elles relèvent du politique avec une démocratisation plus grande, une volonté de trouver une solution politique et non militaire à la question kurde, et un plus grand respect des droits de l'homme.

Dans cette grave crise identitaire que traverse la Turquie, l'Europe se doit d'être attentive. La position de ce pays en fait un des arbitres de sa sécurité. Les européens ont donc tout intérêt à veiller à ce qu'elle puisse jouer son rôle stabilisateur de puissance régionale.

3) LE ROLE GEOPOLITIQUE DE LA TURQUIE.

La Turquie est aujourd'hui concernée par la quasi-totalité des défis auxquels l'Europe est confrontée dans sa périphérie, comme l'instabilité en Europe centrale et orientale, les conflits ethniques et les affrontements dans les Balkans et le Caucase, ou la remontée du fondamentalisme. Les risques que cette situation fait courir à l'Europe confèrent donc un rôle particulier à la Turquie dans le cadre de l'extension et de l'affirmation de l'espace européen.

En effet, pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la Turquie a retrouvé la capacité de mettre en oeuvre la politique qui lui est dictée par sa géographie. Elle est en passe de devenir une puissance régionale. Sa position géopolitique actuelle montre qu'à partir du centre turc se maintient une permanence d'intérêts fondés sur l'histoire et la géographie.

Elle n'est cependant pas en mesure de tenir ce rôle par ses propres moyens et, à terme, il faudra bien apporter une réponse à ses demandes périodiquement réitérées d'intégration dans l'Union européenne. Faute de quoi, l'Europe court le risque de la voir se détacher de l'Occident, de voire remettre en cause son rôle ou son appartenance à l'OTAN, modifiant du même coup les équilibres et la sécurité dans cette partie du monde déjà particulièrement instable.

31. Une vocation de puissance régionale.

L'Occident compte beaucoup sur le rôle que la Turquie paraît capable de jouer en faveur de la stabilité en Asie centrale, au Caucase, au Moyen-Orient et dans les Balkans. Au centre de gravité de ce triangle instable, Ankara s'efforce de relever ce défi de la sécurité régionale, par une politique visant à neutraliser les facteurs de crise, et cherche ainsi à se tailler une posture qui pourrait faire d'elle, à la fois une puissance garante de l'équilibre régional et, le cas échéant, un arbitre.

En Asie centrale et au Caucase, la situation turque est marquée par le retour d'une possible confrontation avec la Russie dans deux zones éminemment importantes, à savoir l'Azerbaïdjan et les républiques d'Asie centrale. En Azerbaïdjan, à travers le conflit qui oppose Arméniens et Azéris dans le Caucase, s'est déroulée une lutte d'influence importante entre la Turquie, qui joue la solidarité ethnique avec Bakou,

et Moscou qui ne souhaite pas voir l'Azerbaïdjan se rapprocher par trop de la République turque.

En Asie centrale, la Turquie a abandonné toute vision pan-turquiste vis-à-vis de l'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Kazakhstan et du Kirghizistan. Elle n'a pourtant pas abandonné l'idée d'une influence économique et culturelle dans ces pays. Elle mène actuellement un jeu qui consiste, sans trop heurter le voisin russe, à renforcer les solidarités entre elle et ces quatre Etats turcophones. L'enjeu est de taille car il ne s'agit plus d'une géopolitique émotionnelle fondée sur l'appartenance commune à l'ethnie turque, mais aussi de considérables enjeux économiques qui permettraient à la Turquie de former un espace solidaire économiquement et ethniquement.

Dans sa volonté de rayonnement au Caucase et en Asie centrale, la Turquie se heurte également à son vieil ennemi traditionnel, l'Iran. En Azerbaïdjan, l'Iran a essayé, au nom du chi'isme, de mener une politique de rapprochement qui a tourné court. La rivalité Ankara-Téhéran s'inscrit à la fois dans une rivalité traditionnelle entre ces deux pays et dans une rivalité de conception de l'Islam au sein de laquelle s'affrontent, non seulement le sunnisme et le chi'isme, mais aussi la laïcité kemaliste et la vision chi'ite et intégriste de la société.

Bien que les dirigeants turcs et russes aient compris que la stabilité dans la Caucase et en Asie centrale était un facteur essentiel de leur sécurité, et que leur intérêt commun consistait à empêcher l'extension de l'influence iranienne, les risques de conflit sont bien réels tant que la possibilité d'avènement d'un régime autoritaire et nationaliste en Russie n'est pas écartée.

En ce qui concerne le Proche-Orient avec la Syrie, l'Irak et toujours l'Iran, les questions du surarmement, de la répartition des eaux du Tigre et de l'Euphrate constituent les sujets d'inquiétude qui sont autant de crises potentielles entre la Turquie et ses voisins.

La constance avec laquelle Damas et Téhéran continuent d'accroître leur potentiel militaire en cherchant à se doter d'armes de destruction massive et des vecteurs nécessaires, représente, à plus ou moins long terme, un risque sérieux pour la Turquie qui ne possède encore aucun moyen de parer une menace balistique.

Grâce à la réalisation en cours d'un vaste programme hydroélectrique en Anatolie, la Turquie contrôle le débit des eaux de l'Euphrate et du Tigre, indispensables à la vie des populations syriennes et irakiennes. Le contrôle des deux fleuves de la Mésopotamie constitue une arme politique et économique, et représente en soi un *casus belli* entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Actuellement, la Turquie, fidèle à sa politique de modération dans la région, et qui sait très bien qu'il lui faut user avec modération de ce moyen, a accepté des réunions d'experts des trois pays afin d'adapter la répartition des eaux nécessaires aux populations.

Depuis quelques années, la Turquie a déployé des efforts diplomatiques soutenus pour que la Syrie et l'Iran retirent leur soutien au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cela a réussi avec la Syrie, mais il n'est pas impossible que Damas reprenne un jour son aide au PKK, qui représente son seul moyen de pression contre Ankara. En revanche, ses efforts envers Téhéran sont restés infructueux, les Iraniens continuant par ailleurs d'encourager l'expansion du fondamentalisme dans la société turque.

La Turquie, jouant sur les liens de dépendance et les intérêts communs qui existent sur ces questions entre elle et ses voisins, a mené, comme elle en a l'habitude, une habile politique régionale pour limiter les atteintes à sa sécurité, mais les risques de conflit avec chacun de ses trois dangereux voisins demeurent bien réels.

Dans cet autre secteur de friction que forment les Balkans, Athènes et Ankara sont toujours, malgré leur appartenance commune à l'OTAN et des tentatives périodiques d'améliorer leurs relations, des rivaux potentiels, prêts à s'affronter si les grandes puissances ne les dissuadent fortement de se laisser tenter par l'aventure militaire. Dans le même ordre d'idées, la situation en Bosnie a interpellé l'opinion publique turque qui s'est sentie de plus en plus solidaire du drame bosniaque. Dans cette zone, la Turquie, qui a fait comprendre qu'elle n'accepterait pas n'importe quelle politique vis-à-vis des populations islamiques des Balkans, retrouve quelque peu son rôle de protecteur et de garant des populations turques et musulmanes.

En apparaissant pour l'instant comme un modérateur face à l'ensemble des foyers de tension, la Turquie joue le rôle qu'elle s'est attribué à elle-même en fonction du poids du passé et de son rôle historique dans la zone. En effet, ces régions qu'elle a dominées par le passé ne lui sont pas indifférentes. Elles sont les lieux d'une certaine sympathie géopolitique, d'une certaine connivence affective et politique, car elle a laissé des traces culturelles et linguistiques dans ces pays.

Dans cette partie du monde les conflits potentiels sont multiples. Le rôle de la Turquie y est donc primordial. Elle n'est cependant pas encore devenue une véritable puissance régionale et sa politique a des limites, qui sont celles de ses moyens et d'un certain isolement malgré son appartenance à l'OTAN.

32. Une fragilité que pourrait compenser l'adhésion à l'Union.

La Turquie est encore loin de pouvoir assurer à elle seule, faute de moyens, le développement de cette région. Malgré son habileté et sa prudence diplomatique, elle n'est pas encore en mesure de jouer pleinement ce rôle de puissance régionale que l'Occident aimerait lui voir tenir et auquel elle-même a cru.

Elle est maintenant appelée à plus de réalisme et l'Europe se doit donc, plus que jamais, d'apporter une réponse à sa demande d'adhésion. Faute de quoi, les risques d'une dérive et d'un détachement durable de l'Occident seront bien réels et porteurs de lourdes menaces en matière de sécurité.

Pendant des décennies, la Turquie a été la pointe avancée de l'OTAN sur le flanc sud de l'URSS, dont elle sait bien que c'est ce qui lui a assuré la considération occidentale. Avec l'effondrement de l'URSS, elle a craint un moment de perdre le formidable atout que lui confère sa position géographique. Mais les nombreux conflits en Asie centrale et dans le Caucase font que, de nouveau, les regards se tournent vers Ankara. Compte-tenu de sa liberté de mouvement retrouvée, la Turquie est désormais décidée à faire valoir son potentiel pour s'affirmer comme une puissance régionale qui compte et ne veut plus uniquement être le relais des intérêts occidentaux.

En 1992, elle apparaissait comme une puissance régionale sûre, aux immenses perspectives, en pleine émergence au coeur d'une zone de crises. Aujourd'hui, force est de constater que la Turquie a dû relativiser ses ambitieux projets.

Cette situation a d'abord des raisons d'ordre intérieur. En politique, la poussée du parti islamiste, l'obsession consensuelle des trois grands partis du centre et la pauvreté des débats, ne rendent guère l'atmosphère favorable à de réelles initiatives de politique extérieure. En économie, malgré un réel dynamisme, la Turquie souffre encore d'insuffisances de nature à générer de fortes tensions sociales et à entraver le déploiement de sa politique extérieure. Enfin, la question kurde, conflit interne mais également conflit régional, pèse négativement sur l'image de la Turquie en Europe ou aux Etats-Unis.

A l'extérieur, le nouvel ordre mondial dans lequel la Turquie se voyait jouer un rôle important, connaît quelques difficultés pour se mettre en place et elle se sent lésée. Le maintien de l'embargo à l'encontre de l'Irak lui coûte extrêmement cher et l'aide économique promise ne lui parvient qu'au compte-gouttes. De plus, la longue inaction occidentale en Bosnie ainsi que le désintérêt de la CSCE pour le conflit du Haut-Karabakh sont très amèrement vécus dans le pays. Dans les Balkans, la très prudente politique turque suscite des inquiétudes et les Etats-Unis restent très réservés vis-à-vis du retour turc, craignant que cela ne débouche sur un conflit ouvert avec la Grèce.

En fait, pour les Européens et les Américains, la Turquie doit surtout jouer un rôle stabilisateur dans le Caucase et en Asie centrale. Mais là encore, la traditionnelle rivalité entre la Turquie et son « grand voisin du nord » émerge de nouveau. La Russie a ainsi, à de nombreuses reprises, mis en garde la Turquie contre le danger de la renaissance du panturquisme et regarde cet ambitieux concurrent d'un bien mauvais oeil.

On le constate donc, la réalité des relations internationales oblige la Turquie à revoir ses ambitions. Pourtant la région a besoin, indubitablement, d'un pôle de stabilité et la Turquie est sans conteste la mieux placée pour jouer ce rôle. Elle a cependant réalisé qu'elle n'avait pas les moyens de ses ambitions, ni au niveau économique, ni au niveau diplomatique. La solution réside, pour les Turcs, dans une adhésion à l'Union européenne. Or, une faille commence à s'élargir entre l'opinion publique turque et l'Occident, accusé de renier ses valeurs universelles. Actuellement, de nombreux dirigeants turcs n'hésitent plus à exprimer des points de vue qui pourraient temporairement éloigner la Turquie de ses alliés occidentaux.

Aussi, s'il n'y a pas encore de remise en question de la volonté de la Turquie à être intégrée à l'Occident, rien ne permet d'affirmer qu'un tel scénario est à exclure totalement dans les années à venir. En effet, une rupture politique de la Turquie est dorénavant envisageable. Un tel revirement peut être provoqué par le retour au pouvoir d'une majorité islamiste dure, un contexte économique plus difficile et un nouveau refus de l'Europe à une demande d'adhésion. Selon cette hypothèse, la Turquie resterait en dehors de la construction économique et politique de l'Europe. En tournant le dos à l'Occident, elle serait en mesure de remettre en cause partiellement, ou complètement, son appartenance à l'OTAN et à l'UEO. La modification du traité d'Ankara, de ceux de l'OTAN et de l'UEO, qui en découlerait,

aurait d'importantes répercussions en matière de sécurité dans la région, à la fois pour l'Europe et pour la paix dans cette région.

Nous n'en sommes, fort heureusement, pas encore là. L'Occident devrait s'intéresser davantage à la Turquie et lui rappeler que l'Europe et les Etats-Unis sont à ses côtés, en particulier dans sa pénible confrontation avec Téhéran. Ils devraient utiliser leur poids moral, leur puissance militaire, leur force économique et leur diplomatie pour aider les turcs à faire front. Ils devraient également montrer à Moscou à quel point ils prennent au sérieux les intérêts turcs dans les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale.

Enfin, l'Union européenne devrait passer outre les manoeuvres grecques et l'hostilité allemande, et accepter la Turquie comme membre à part entière du club européen, ce qui aurait une portée à la fois pratique et symbolique. Quand les turcs sollicitent l'Occident, celui-ci ne devrait jamais leur tourner le dos.

Il y a un intérêt fondamental pour l'Europe à une intégration définitive de la Turquie, à la fois dans l'Union européenne et dans la famille occidentale. A l'évidence, le rôle géostratégique de la Turquie, qui à l'est est le véritable bouclier du monde occidental, est essentiel pour l'Europe. Il n'y a pas encore de remise en cause véritable de la marche du peuple turc vers l'occidentalisation, aussi est-il toujours temps de prendre les bonnes décisions.

Seule l'appartenance de la Turquie à l'Europe lui permettra de développer son économie, d'éduquer sa population, de maîtriser sa démographie et de réduire le fondamentalisme. Sinon les risques de déstabilisation et l'éventualité d'un conflit, voire d'un embrasement généralisé sur son flanc sud-est seront grands. Si l'Europe compte combien coûterait l'entrée de la Turquie dans la construction européenne, elle n'estime jamais le prix dont elle paierait son exclusion.

Il ne faut pas que la situation actuelle débouche sur la suppression pure et simple d'une perspective claire - celle de l'adhésion - à laquelle, non seulement les élites turques, mais également tous ceux qui ont voulu poursuivre l'oeuvre d'Atatürk, sont restés fidèlement attachés jusqu'à présent.

En effet, comme l'aurait certainement souligné Saint-Exupéry à cet égard, « ce n'est pas l'impossible qui désespère le plus, mais le possible non atteint ». Il ne faut pas

ARTICLES.

« Prévenir l'affrontement russo-turc ». Alexandre Adler. Esopo n°498. Automne 1994.

« La Turquie : un rôle de stabilité dans la région ». Claude Monnier. Revue de la Défense Nationale. Novembre 1993.

« La Turquie entre Islam et Occident ». Jean-christophe Ploquin. Confluences Méditerranée. L'harmattan. n°16, hiver 95-96.

« La Turquie interpelle l'idée que l'Europe se fait d'elle même ». Claudia Roth. Confluences Méditerranée. L'harmattan n°23, automne 97.

« La Turquie n'est guère européenne ». Alain Lamassoure. Confluences Méditerranée. L'harmattan n°23, automne 97.

« Plaidoyer pour l'adhésion à l'Union européenne ». Nihat Akyol. Confluences Méditerranée. L'Harmattan n°23, automne 97.

« Les relations gréco-turques : un tournant ? ». Ramsès 1998.

« Méthode de la géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité ». Ellipses. François Thual. Avril 1996.